

La Suisse défigurée



[Source : Anthro-po-logiques]

Par Jean-Dominique Michel

L'impensable s'est produit : dans une décision qu'absolument rien ne justifie (nous le verrons plus bas) en termes de santé publique, le Conseil fédéral vient à son tour d'imposer un pass sécuritaire (et en aucun cas sanitaire) violant la Constitution ainsi que les fondements de notre démocratie et de notre état de droit.

Instaurant un véritable apartheid sur la base de la soumission à une injonction vaccinale scientifiquement et éthiquement indéfendable, le gouvernement suisse, à la suite de nombreux autres, emporte avec lui sa population dans une fuite en avant vers un univers orwellien fait de contrôle social, de soumission à l'autorité, de stigmatisation et de discrimination massive des citoyens faisant usage de leur liberté de conscience et de leurs droits fondamentaux dès lors qu'ils osent s'opposer aux dogmes gouvernementaux.

Reprenons les choses dans le bon ordre : le pass dit sanitaire est en réalité inutile face à l'épidémie, comme le résume sans ambiguïté un des meilleurs épidémiologistes au monde, le Pr Martin Kulldorf de la *Harvard Medical School*, dans une formule lapidaire : « *Les dernière données scientifiques démolissent les arguments en faveur des pass vaccinaux* » (à lire ici).

Le pass sanitaire non seulement ne sert à rien pour juguler la circulation du Sars-CoV-2, mais il est en outre injuste, antisocial, discriminatoire et non-éthique.

Qualifiant la gestion de l'épidémie par nos pays de « fiasco de santé publique », le Pr Kulldorff rappelle que « *la réponse à la pandémie a été vraiment horrible et est allée à l'encontre des principes de base de la santé publique que nous suivons depuis de nombreuses décennies.* »

Les citoyens sont désormais pris dans une « double-contrainte » perverse faisant croire que nous aurions le choix entre la vaccination généralisée et les confinements à répétition. Cette doxa, assénée en continu depuis 18 mois par les gouvernements, des « autorités de santé » arrosées par les firmes pharmaceutiques et une presse subventionnée interdisant désormais tout débat digne de ce nom, est purement et simplement fausse.

Certes, il se trouve des sectateurs zélés pour l'affirmer en abusant de leur crédibilité institutionnelle. Seulement voilà : ce n'est pas juste que le Pr Kulldorff tiendrait des thèses bizarres dans son coin. Un nombre impressionnant d'épidémiologistes les plus renommés, travaillant au sein des meilleures facultés de médecine, essayent désespérément de faire entendre ce message depuis une année.

Le parti-pris de nos gouvernements d'imposer des confinements qui créent des dégâts majeurs sans permettre de se protéger de la circulation du virus, l'imposition de mesures absurdes et vexatoires comme le port du masque (inutile face aux virus), et maintenant la coercition (directe ou indirecte) exercée pour pousser la population à se faire vacciner sont rien de moins que des abominations en termes de santé publique. Des initiatives absurdes, contraires à toute la science accumulée au long des dernières décennies, et qui sapent (à juste titre) la confiance de la population.

Elles sont de surcroît profondément antisociales puisqu'elles privilégient les classes sociales qui peuvent travailler à domicile et jouissent de bons salaires alors qu'elles font s'abattre un vent de désolation sur les groupes précaires ou démunis de la population.

Elles maltraitent, abusent et traumatisent les groupes les plus vulnérables mais aussi la population dans son entier sans le moindre bénéfice sanitaire, si l'on s'en tient à ce que montre la science.

Alors ?

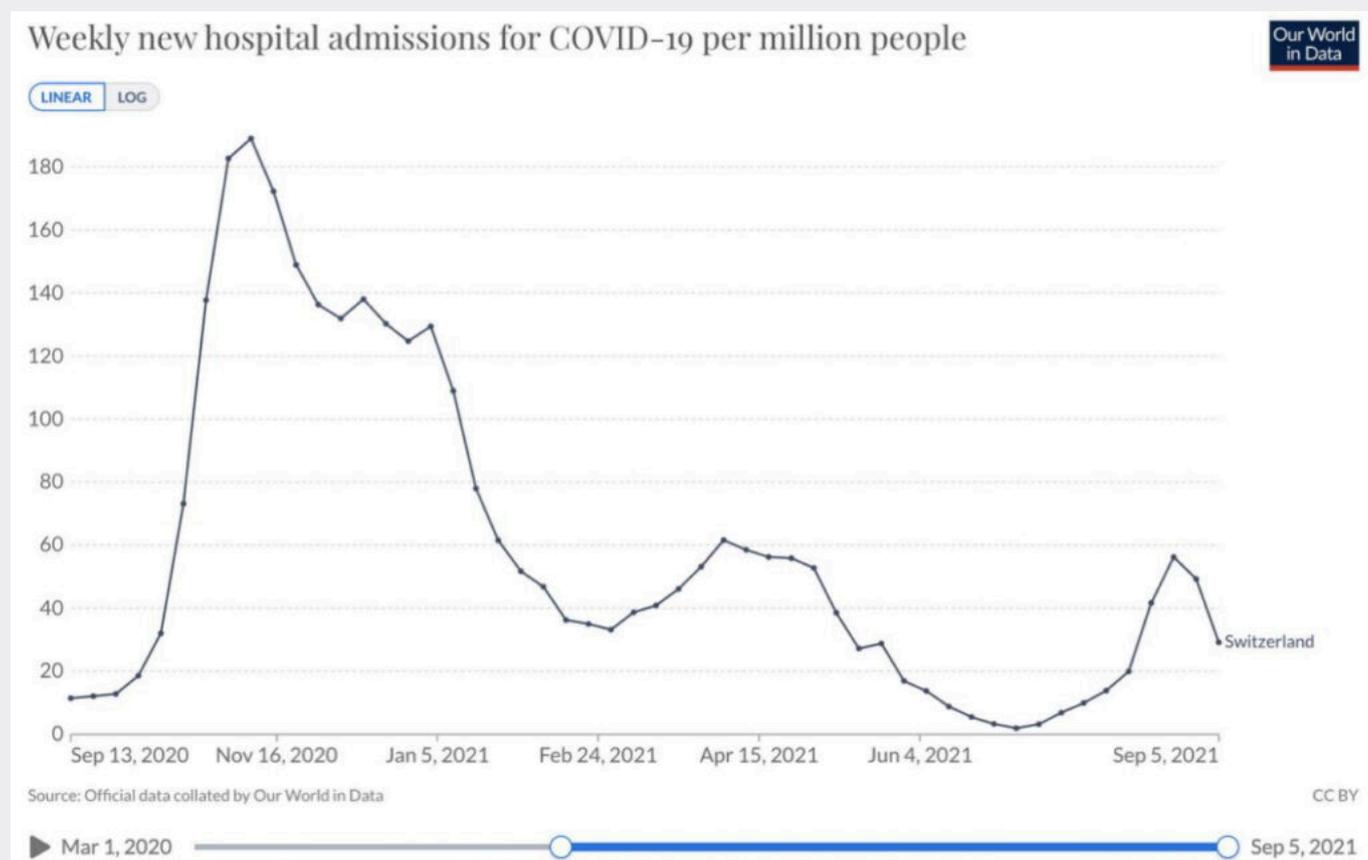
Alors il faudra bien que les naïfs et les crédules (notamment dans nos affligeants parlements) commencent à entendre que si nos gouvernements infligent cette maltraitance et ces dégâts à la population, c'est bien parce qu'ils poursuivent un autre agenda.

Le premier est évident : en exigeant par exemple que les personnes immunisées suite à une infection au Sars-CoV-2 reçoivent malgré tout une dose de « vaccin génique » pour avoir droit au pass dit sanitaire, les autorités prouvent si besoin était qu'elles servent bel et bien les intérêts des firmes pharmaco-vaccinales et non la protection de la santé de la population. Comme avec toutes les maladies infectieuses, l'immunité naturelle (rayée de ses

définitions par l'OMS !) est de loin la plus puissante et la plus durable. Un vaccin supplémentaire n'apporte aucun bénéfice autre que pour le trésor des pharmas. L'exiger est une hérésie, certes pas perdue pour tout le monde.

Mais il y a sans doute beaucoup plus que cela. En conclusion des investigations de son comité d'enquête, l'avocat allemand Reiner Fuellmich rappelle que depuis le début, cette crise n'a rien de sanitaire. Elle est avant tout économique et probablement financière : les états (à l'exception frappante de la Suisse !) sont aujourd'hui endettés au-delà de leur capacité de remboursement et avec des fonds de pension en quasi-faillite. Le « Great Reset » abondamment invoqué (allant de pair avec l'imposition d'un système de surveillance numérique des individus « à la chinoise ») viserait à ponctionner l'épargne des particuliers, opération requérant un prétexte impérieux.

Ces questions sont trop éloignées de mon domaine d'expertise pour que j'ose m'y aventurer. A d'autres, qui en ont les compétences, de continuer à le faire. Par contre, je ne vois aucune raison au monde qui puisse expliquer rationnellement à partir de la situation sanitaire la décision honteuse du Conseil fédéral d'instaurer cet apartheid inutile, injuste et immoral, alors que la situation épidémique est actuellement calme et maîtrisée dans notre pays.



Sachant que si elle devait par malheur se péjorer, le pass sécuritaire n'aiderait de toute manière en rien.

Trahison

Nous sommes donc devant une véritable trahison. Trahison de notre identité nationale. Trahisons des intérêts du peuple – que nos Conseillers fédéraux ont fait le serment de servir, de protéger et de défendre. Trahison de nos valeurs, de nos us et coutumes, de notre génie qui a permis au cours des siècles à des groupes diversifiés de cohabiter et de collaborer sans que les minorités se retrouvent écrasées sous le joug des majorités.

Ces temps sont désormais révolus. Pour puiser dans ce bel et grand imaginaire patriotique, notre pays est né de ce que des communautés rurales des vallées alpines ont refusé de se soumettre à la brutalité et à l'arbitraire de puissances étrangères. Elles se sont battues pour être maîtres chez elles, décider de leur destin en leur âme et conscience, élire leurs propres juges, cultiver leurs valeurs dans le respect envers la Création tout entière.

Je l'avais souligné lors d'une conférence de presse à Berne au printemps (censurée sur YouTube en dépit que tout ce que j'y avançais était documenté) : le mât dressé par un bailli étranger sur la place centrale d'Altdorf, au sommet duquel était placé le chapeau de l'Empereur et devant lequel tout citoyen était forcé à s'agenouiller est désormais celui dressé par notre propre gouvernement.

Guillaume Tell passant par-là refusa de se prosterner devant cette idole. Rudoyé par les gardes, il affirma fièrement qu'il ne s'agenouillait que devant Dieu.

On peut bien sûr faire de cette légende une question religieuse. Ou choisir une lecture symbolique, et donc universelle. « *On ne peut servir en même temps Dieu et Mammon* » dira Celui devant qui Tell acceptait de s'agenouiller selon ses convictions religieuses. Ce qui veut dire bien sûr : « *vous ne pouvez servir en même temps l'intérêt commun, la cause de notre humanité, et les intérêts privilégiés de quelques-uns* ».

Nos autorités politiques, tout comme les autorités scientifiques, médicales et médiatiques hélas, se révèlent brutalement prostituées à d'autres intérêts que celui souverain de la population. Elles se rendent coupables, je l'avais indiqué au printemps, ni plus ni moins que de haute trahison.

Dans une salutaire prise de conscience, le Conseiller fédéral Ueli Maurer partageait il y a quelques jours ses doutes sur le pass autoritaire, soulignant qu'il allait dans le sens d'une soumission des citoyens à l'état profondément contraire à nos us et coutumes ainsi qu'à nos valeurs.

Malgré le travail de propagande honteux des médias pour faire passer ceux qui se réfèrent encore à la science non-prostituée pour des « complotistes » des « antivaxx » ou des « imposteurs », il faut croire -parce que notre devenir en dépend- que le rude bon sens de nos aïeux, préservé sur la haute crête des cimes, saura voir la nature de ce nouvel ennemi, un ennemi de l'intérieur vendu à des intérêts extérieurs, et lui réserver le sort qu'il mérite.

Tout ce que j'avance ici est évidemment à nouveau documenté.

J'invite ainsi toute personne ayant des doutes ou voulant en avoir le cœur net à lire les deux articles -re-publiés ici et ici- présentant les analyses du Pr Kulldorff. Une objection que j'entends souvent est en effet : « mais, si vous aviez raison, pourquoi nos professeurs des hôpitaux disent-ils le contraire ? »

Objection valide !

En lisant les propos de Martin Kulldorff, ils découvriront comment les meilleurs épidémiologistes au monde, travaillant dans les meilleures universités, se sont vus combattre, censurer et même calomnier parce qu'ils rappelaient simplement l'état de la science et la réalité des connaissances en santé publique.

Ce qui pose de vraies questions !

- Quand Kulldorff dit que la gestion mondiale du Covid est un fiasco horrible et sans précédent alors que Didier Pittet nous explique qu'on a à peu près tout bien fait, grâce à lui notamment, et qu'il a même trouvé plutôt réussie la gestion désastreuse du gouvernement français...
- Quand Samia Hurst, vice-présidente de la Task Force affirme que si on n'avait pas imposé de confinements, il y aurait eu des dizaines de milliers de morts en plus alors que John Ioannidis, l'épidémiologiste le plus cité au monde, conclut de ses recherches que les confinements n'ont pas montré d'utilité avérée...
- Quand le Pr Pollard (du Groupe vaccinal d'Oxford) explique à la mi-août qu'à la lumière des dernières données sur l'efficacité vaccinale, l'objectif d'une immunité vaccinale est un mirage, et que Didier Pittet et Mauro Poggia viennent sur le plateau de la RTS trois semaines plus tard affirmer avec arrogance le contraire...
- Quand Antoine Flahaut réclame le masquage et la vaccination forcée des enfants alors que le Pr Kulldorff montre que ces deux mesures sont injustifiées, inutiles et non-éthiques...
- Quand la Conférence des directeurs cantonaux de la santé ne cesse de demander des mesures de plus en plus coercitives et abusives alors que les meilleurs épidémiologistes réclament depuis des mois qu'on laisse vivre le plus normalement possible la société dans son ensemble tout en protégeant diligemment les groupes à risque, ce qui correspond à ce qu'on a toujours su devoir faire et qui était prévu dans TOUS les plans pandémie nationaux...

Eh bien oui, on a alors bel et bien un problème. Des points de vue aussi contradictoires ne peuvent être vrais simultanément.

Si les Suisses en avaient eu le courage, nous aurions créé une Commission d'enquête, honnête et indépendante, sur les mesures dites sanitaires depuis longtemps. Soit, nous en avons alors manqué.

Il est heureusement encore temps de nous souvenir de l'ouverture magistrale de notre Constitution et de mettre hors d'état de nuire (par tous les moyens légaux) ceux qui cherchent ni plus ni moins qu'à la détruire :

(...)

Le peuple et les cantons suisses,

conscients de leur responsabilité envers la Création,

résolus à renouveler leur alliance

pour renforcer la liberté, la démocratie, l'indépendance et la paix dans un esprit de solidarité et d'ouverture au monde,

déterminés à vivre ensemble leurs diversités dans le respect de l'autre et l'équité,

conscients des acquis communs et de leur devoir d'assumer leurs responsabilités envers les générations futures,

sachant que seul est libre qui use de sa liberté et que la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres,

arrêtent la Constitution que voici : ...

J'ai mal à ma Suisse aujourd'hui, comme tant d'autres de mes compatriotes. Une Suisse actuellement trahie, bafouée, violentée, défigurée par ses autorités et son gouvernement.

Tous ceux qui participent à cette dérive scandaleuse feraient bien s'y réfléchir à deux fois.

Nous leur ferons échec.